



Nouvelle dégradation au 3^e trimestre 2014

L'accalmie observée au deuxième trimestre a été de courte durée et l'emploi repart nettement à la baisse au 3^e trimestre 2014. Tous les secteurs sont concernés, en particulier l'intérim qui diminue plus fortement qu'au niveau national. En conséquence, le nombre de demandeurs d'emploi continue de progresser et le taux de chômage accuse une hausse de 0,3 point. Le secteur de la construction ne se redresse pas et à côté des pertes d'emplois, les autorisations de construire et les mises en chantier sont toujours en recul. Les créations d'entreprises diminuent également ce trimestre, y compris pour les entreprises hors auto-entrepreneurs. Les défaillances sont restées stables. Seul indicateur favorable ce trimestre, la fréquentation touristique dans les campings qui progresse en Bretagne alors qu'elle diminue au niveau national. Mais ce résultat ne s'est pas avéré pour les hôtels pour lesquels la fréquentation a diminué.

Hervé Bovi, Jean-François Hervé, Valérie Molina (Insee)

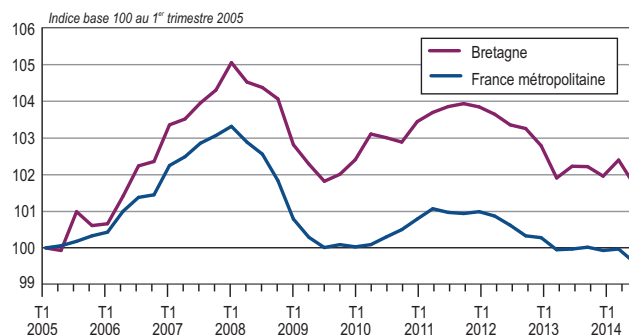
Rédaction achevée le 15 janvier 2015

L'emploi rechute

Au troisième trimestre 2014, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands non agricoles repart à la baisse, après l'embellie du trimestre précédent. Plus de 4 600 emplois disparaissent ce trimestre. Avec une baisse de 0,7 %, l'emploi régional diminue plus qu'en France métropolitaine (- 0,3 %) (Figure 1).

L'emploi dans l'industrie diminue de 0,1 % dans la région, ce qui correspond à une perte de 200 emplois (Figure 2). La majorité de cette baisse est imputable à la fabrication de matériel de transport, qui compte 110 emplois de moins qu'au deuxième trimestre. Les autres secteurs évoluent faiblement. En tenant compte de la baisse de l'emploi intérimaire, l'emploi dans l'industrie perd plus de 1 300 emplois, les industries agro-alimentaires devenant alors les principales contributrices à cette diminution. En France métropolitaine, l'emploi industriel connaît une baisse plus marquée que dans la région.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

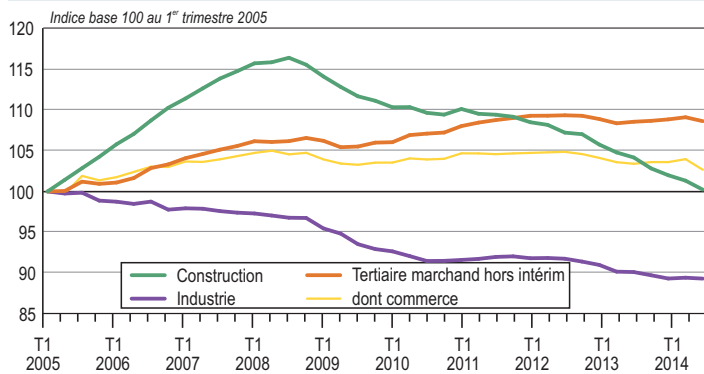


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles

Source : Insee, estimations d'emploi

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles

Source : Insee, estimations d'emploi

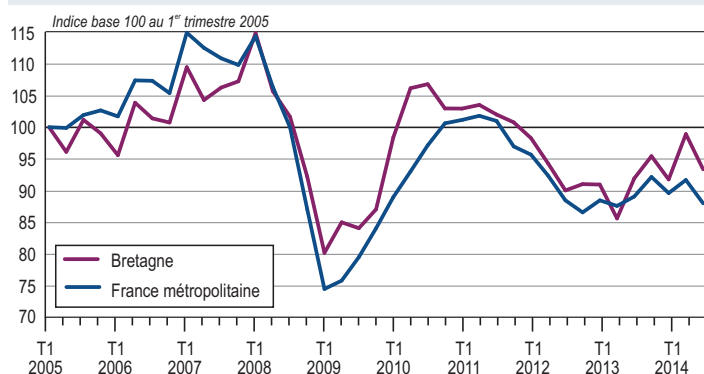
L'inflexion constatée dans la construction au 2^e trimestre ne se prolonge pas. L'emploi salarié hors intérim est en baisse de 1,1 % au 3^e trimestre dans ce secteur, qui perd ainsi 760 emplois supplémentaires. Les 350 emplois intérimaires supprimés dans le secteur ne font qu'accroître le phénomène, puisque ce sont au total plus de 1 100 emplois qui disparaissent dans la construction au 3^e trimestre 2014.

L'emploi dans le commerce est également en chute au 3^e trimestre 2014, de 0,9 %. Le commerce perd ainsi plus de 1 300 emplois par rapport au trimestre précédent. En France métropolitaine, la baisse n'est que de 0,4 %.

Dans les services marchands hors intérim, l'emploi se contracte légèrement. Il diminue de 0,2 % et le secteur perd plus de 500 emplois. Cette évolution est essentiellement due à une dégradation de la situation dans les secteurs de l'hébergement-restauration et des activités scientifiques et techniques et services administratifs et de soutien. Ces deux secteurs perdent ainsi respectivement près de 500 et 600 emplois, représentant des baisses de 1,2 % et 0,7 %. Le transport-entreposage, et l'information et la communication enregistrent également une baisse, mais plus limitée. À l'inverse, les secteurs des activités financières et d'assurance et des activités immobilières sont en hausse de 0,2 %. Les autres activités de services enregistrent quant à elles une augmentation de 1,8 % de l'emploi salarié, correspondant à la création de 600 emplois supplémentaires.

Après la forte hausse de l'emploi intérimaire au 2^e trimestre, celui-ci repart à la baisse au troisième (Figure 3). Il diminue de 5,6 %, perdant ainsi 1 780 emplois. Cette évolution représente plus d'un tiers de la diminution totale de l'emploi salarié régional. En France métropolitaine, l'intérim se replie également, mais seulement de 4 %.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles

Source : Insee, estimations d'emploi

Le Morbihan davantage touché

Le département du Morbihan enregistre la plus forte diminution de l'emploi salarié (-1,4 %), perdant ainsi 2 100 emplois. Dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, l'emploi est également en baisse, de 0,8 % et 0,9 % respectivement. Ils concentrent ainsi 1 480 et 1 020 emplois de moins qu'au trimestre précédent. En Ille-et-Vilaine, l'emploi est stable, le département enregistrant seulement 50 emplois de moins qu'au deuxième trimestre.

L'emploi industriel est en baisse de 0,6 % à 0,7 % dans tous les départements bretons sauf en Ille-et-Vilaine où il progresse de 1 %. Les 550 nouveaux emplois en Ille-et-Vilaine ne suffisent pas à compenser les diminutions dans les autres départements.

Le secteur de la construction continue de supprimer des emplois dans tous les départements de la région. La baisse est particulièrement forte dans les Côtes-d'Armor (-1,6 %, soit 200 emplois de moins). En Ille-et-Vilaine, ce sont 270 emplois qui disparaissent en trois mois (-1,1 %).

Dans le commerce, alors que la tendance était à la hausse, l'emploi salarié est en baisse dans tous les départements au 3^e trimestre 2014. Cette diminution est particulièrement forte dans les Côtes-d'Armor (-1,5 %) qui perdent 370 emplois et dans le Morbihan (-1,2 %) plus de 400 emplois disparaissent.

L'emploi dans les services marchands hors intérim se dégrade dans l'ensemble de la région sauf en Ille-et-Vilaine, qui enregistre une progression de 0,3 %. La baisse est importante dans le Morbihan, qui perd 600 emplois (-1,2 %). Dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, l'emploi salarié de ce secteur diminue de 0,2 % et 0,5 % respectivement.

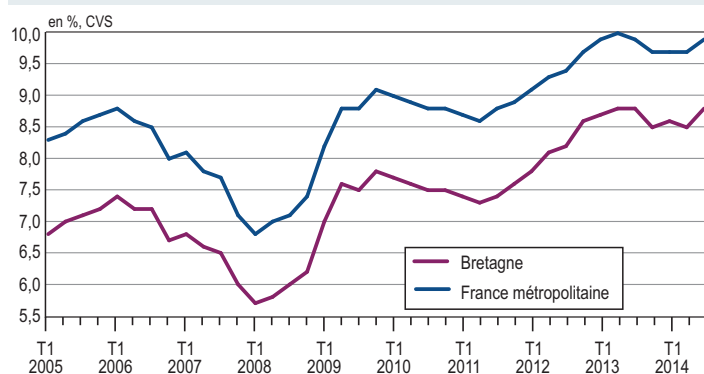
Tous les départements bretons enregistrent une dégradation de l'emploi intérimaire. Celle-ci est particulièrement marquée dans le Morbihan et dans le Finistère, qui enregistrent des diminutions respectives de 10 % et 8,2 % correspondant à des disparitions de 680 et 660 postes. La baisse est limitée dans les Côtes-d'Armor (-1,1 % soit -60 postes).

Le chômage repart à la hausse

Après un 2^e trimestre stable, le taux de chômage augmente au 3^e trimestre de 0,3 point et se situe à 8,8 % de la population active en Bretagne et 9,9 % en France métropolitaine (Figure 4). Malgré la hausse, la Bretagne figure toujours parmi les régions ayant le plus faible taux de chômage avec l'Île-de-France, les Pays de la Loire et Rhône-Alpes.

Le taux de chômage se situe à 8 % pour l'Ille-et-Vilaine où il progresse de 0,2 point, 9 % dans le Finistère (+0,2 point), 9,1 % dans les Côtes-d'Armor (+0,3 point) et 9,4 % dans le Morbihan (+0,3 point).

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Nouvelle augmentation du nombre de demandeurs d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi continue de progresser au 3^e trimestre 2014 et se situe à 242 020, fin septembre, dans les catégories A, B et C. La hausse trimestrielle de 1,8 % est identique à celle observée au niveau national (+ 1,7 %).

Sur un an, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en catégories A, B et C progresse de 5,9 % en Bretagne et de 5,7 % en France métropolitaine.

Le chômage de longue durée continue toujours à croître plus fortement puisque le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an progresse de 2,2 % ce trimestre et de 9,9 % sur un an.

Ce trimestre, contrairement à la tendance récente, les jeunes sont aussi plus impactés. En effet, leur nombre augmente de 3,6 % sur un trimestre. Sur un an toutefois, leur nombre progresse de 3,1 %, soit moins que l'ensemble des demandeurs d'emploi.

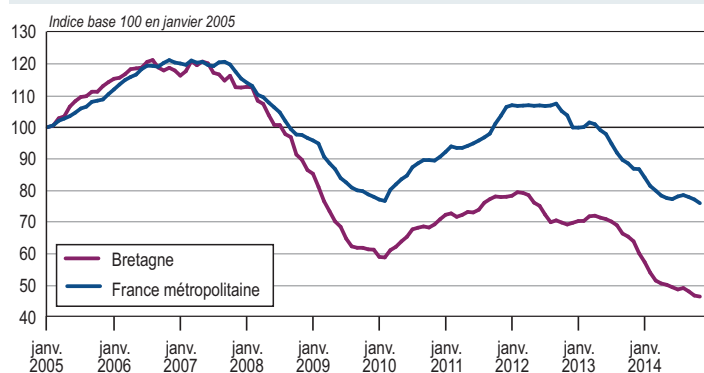
Le nombre de demandeurs de 50 ans ou plus progresse, pour sa part, de 1,8 % sur un trimestre et de 10,4 % sur un an.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi se retrouve dans tous les départements. Sur un trimestre, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en catégories A, B et C augmente de 1,3 % dans le Finistère, de 1,5 % dans le Morbihan, de 2 % en Ille-et-Vilaine et de 2,5 % dans les Côtes-d'Armor. Sur un an, les augmentations sont de 5 % dans le Finistère, 5,3 % dans l'Ille-et-Vilaine et 6,8 % dans les Côtes-d'Armor et le Morbihan.

Des logements encore en baisse

Ce trimestre, la situation bretonne concernant les logements continue à être en décalage avec la situation nationale. En effet, les autorisations de construire continuent de chuter au 3^e trimestre 2014 (Figure 5). En glissement annuel, l'évolution sur un trimestre est de - 2,7 %, alors que la tendance s'inverse au niveau national avec une augmentation de 0,8 %. Sur un an, le recul est toujours plus marqué en Bretagne (- 27,5 %) qu'au niveau national (- 13,1 %).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



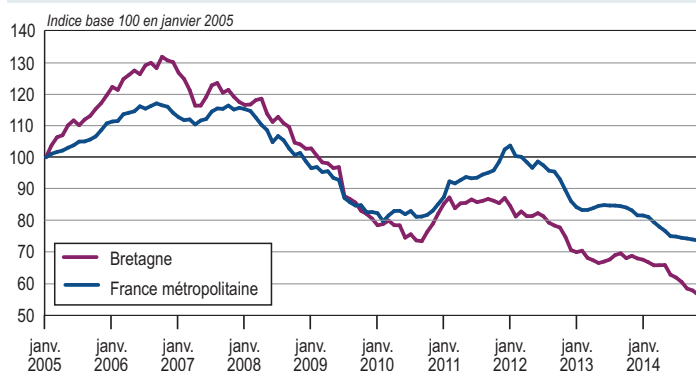
Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Rappel : suite à un phénomène de rattrapage statistique de l'instruction des permis de construire par les services de l'État, concentré dans un nombre réduit de régions, le profil du glissement du cumul annuel peut être légèrement biaisé pour la France métropolitaine.

Les mises en chantier de logements baissent également en glissement annuel au 3^e trimestre de 7 % en Bretagne et de 1 % au niveau national (Figure 6). Sur un an, l'évolution est de - 16 % en Bretagne et de - 12,1 % en France métropolitaine.

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Concernant les locaux, les autorisations augmentent de 1,3 % ce trimestre en Bretagne et diminuent de 3,7 % en France métropolitaine. Sur un an elles diminuent de 6 % en Bretagne et de 9,7 % en France métropolitaine.

Le nombre de locaux commencés est en diminution de 2,7 % sur le trimestre en Bretagne et de 2 % en France métropolitaine. Sur un an, le nombre de locaux commencés est stable en Bretagne alors qu'il diminue en France métropolitaine de 5,1 %.

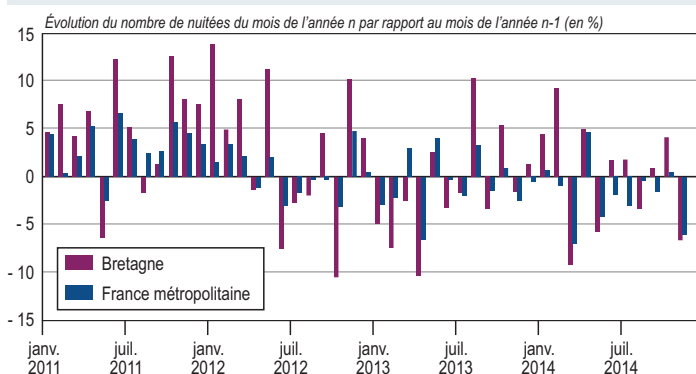
Le camping plutôt que l'hôtel

En Bretagne, la fréquentation touristique augmente au 3^e trimestre, par rapport à l'année dernière. Les nuitées des campings progressent tandis que celles des hôtels diminuent.

Au 3^e trimestre 2014, les campings bretons enregistrent 8,19 millions de nuitées. Ce nombre est en augmentation de 4,1 % par rapport à celui du 3^e trimestre 2013, alors qu'il est en repli de 1 % en France métropolitaine. La Bretagne a bénéficié de très bonnes conditions météorologiques cet été. Les mois de juillet et septembre ont été particulièrement ensoleillés. La fréquentation des campings y a été la plus élevée depuis 2010. Les clientèles française comme étrangère sont en augmentation dans la région contrairement à la France métropolitaine.

Avec 2,66 millions de nuitées, la fréquentation des hôtels de Bretagne baisse de 0,6 % par rapport au 3^e trimestre de l'année 2013 (Figure 7). Cependant, la diminution d'activité est moins prononcée qu'en France métropolitaine (- 1,6 %). La clientèle étrangère est en augmentation en Bretagne et compense en partie la contraction de la clientèle française.

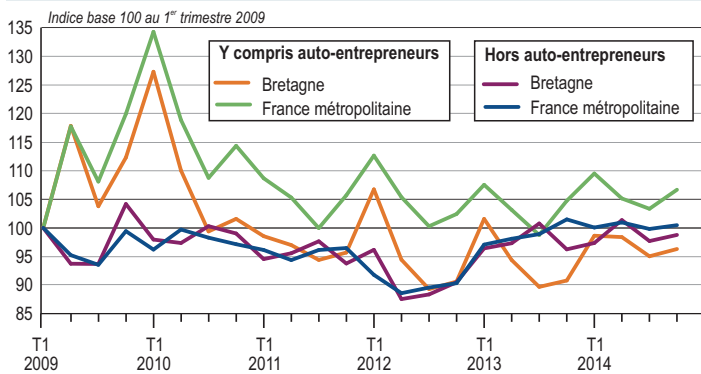
7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réétalonnées.

Source : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux

8 Création d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

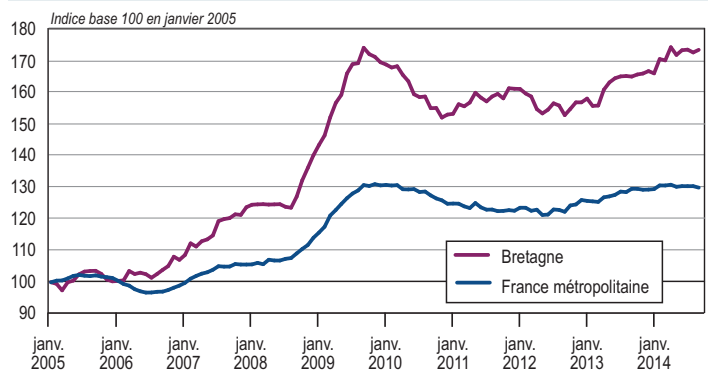
Création d'entreprises en baisse ce trimestre, y compris hors auto-entrepreneurs

La création d'entreprises se replie au 3^e trimestre (- 3,3 %) en Bretagne (Figure 8). Ainsi, 4 793 entreprises ont été créées dont plus de la moitié en auto-entreprise. Sur ce trimestre, le nombre de créations est en baisse de 1,3 % au niveau national. Sur un an, les créations d'entreprises sont en augmentation en Bretagne de 6,5 % et de 5,1 % en France métropolitaine.

Contexte national : les freins se desserrent un peu

Au 3^e trimestre 2014, l'activité en France s'est révélée un peu plus dynamique que prévu (+ 0,3 %), sous l'effet de facteurs ponctuels. L'économie française croîtrait légèrement au 4^e trimestre (+ 0,1 %) avant d'accélérer un peu au 1^{er} semestre 2015 (+ 0,3 % par trimestre). Plusieurs freins communs aux pays de la zone euro se sont en effet desserrés à l'automne : la dépréciation de l'euro soutient la compétitivité des entreprises ; la baisse du cours du pétrole renforce le pouvoir d'achat des ménages et la situation financière des entreprises ; le revenu des ménages serait également moins handicapé par les hausses d'impôts. Des freins plus spécifiques à l'économie française se desserreraient : le fort ajustement de l'investissement en logement toucherait à sa fin et la situation financière des entreprises s'améliorerait avec la montée en charge du CICE et l'instauration du Pacte de responsabilité. Le recul de l'emploi marchand s'atténuerait et, avec le soutien des contrats aidés, l'emploi total progresserait légèrement. La population active s'accroît toutefois un peu plus vite, le taux de chômage augmenterait de nouveau pour atteindre 10,6 % mi-2015.

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 juin 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

Avec 2 286 entreprises créées, le nombre d'entreprises bretonnes hors auto-entrepreneurs diminue également ce trimestre (- 4 %). Dans le même temps, en France métropolitaine, il baisse de 0,9 %. Sur un an, le niveau de la création hors auto-entrepreneurs diminue de 2,6 % alors qu'il augmente de 1,2 % en France métropolitaine.

Le nombre de défaillances d'entreprises est stable en Bretagne (+ 0,1 %), en glissement annuel, ce trimestre alors qu'il diminue légèrement, en France métropolitaine, de 0,4 % (Figure 9). Sur un an, l'augmentation des défaillances est toujours plus importante en Bretagne qu'au niveau national (respectivement + 5,1 % et + 0,3 %). ■

Contexte international : légère embellie en zone euro

Au 3^e trimestre 2014, l'activité a légèrement accéléré dans les pays avancés. Les économies américaine et britannique ont de nouveau fortement progressé, tandis que la croissance est restée modeste en zone euro. Dans les économies émergentes, l'activité a continué de tourner au ralenti. Dans les pays avancés, le découplage perdure entre les pays anglo-saxons où le climat des affaires est à un niveau élevé depuis le début de l'année, et la zone euro où le climat reste morose. Au premier semestre 2015, la croissance reprendrait un peu de vigueur dans la zone euro, notamment en Allemagne où l'instauration d'un salaire minimum générerait des effets de revenus positifs. En Espagne, la stabilisation de la construction desserrerait le principal frein restant à la croissance et l'activité y serait dynamique. En Italie en revanche, l'activité resterait atone. Au Japon, la hausse de la TVA en avril 2014 a pesé fortement sur la demande intérieure, de sorte que l'activité y est très dégradée, et ne se rétablirait que lentement. La croissance resterait modérée dans les économies émergentes.

Insee Bretagne

36, place du Colombier
CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :

Michel Guillemet
Rédactrice en chef :
Armelle Kerromès
Maquettiste :
Jean-Paul Mer

ISSN 2416-9110
© Insee 2015

Pour en savoir plus

- Note de conjoncture : Les freins se desserrent un peu / Insee Conjoncture (2014, déc.). - 133 p.
- Au troisième trimestre 2014, le PIB augmente de 0,3 % et le pouvoir d'achat des ménages progresse de 0,5 % / Insee. - Dans : *Informations Rapides - Comptes nationaux trimestriels* ; n°298 (2014, déc.). - 2 p.
- L'emploi marchand recule au troisième trimestre 2014 / Insee. - Dans : *Informations Rapides - Emploi salarié* ; n°281 (2014, déc.). - 2 p.
- 2^e trimestre 2014 : une conjoncture en demi-teinte / Hervé Bovi, Valérie Molina ; Insee Bretagne. - Dans : *Insee Conjoncture Bretagne* ; n°2 (2014, oct.). - 4 p.

